



Bernard Rosier

Les théories des crises économiques 1987

Des premières interprétations à la théorie des crises de surproduction et aux premières analyses du mouvement long

Aux yeux des économistes classiques qui dominent la pensée économique pendant toute la première moitié du XIX^e siècle, les crises — les premières crises industrielles observées — apparaissent comme des accidents de nature conjoncturelle dans le cours du phénomène essentiel qui retient leur attention : l'accumulation du capital. Il en sera de même pour l'école de pensée qui se constituera à la fin du XIX^e siècle à partir des travaux de l'économiste britannique W. S. Jevons (1871), de l'économiste autrichien Carl Menger (1871) et surtout de l'économiste français Léon Walras (1874), fondateur de la théorie dite de l'équilibre général. Cette école se dira *néoclassique* bien qu'elle ne garde de l'héritage classique que la « loi des débouchés » de Jean-Baptiste Say.

Dans le modèle néoclassique, par construction, l'équilibre est automatique en théorie, la crise est donc logiquement impossible, sa conceptualisation inexistante car sans objet. Les déséquilibres observés dans la réalité, en particulier les crises, ne peuvent dès lors provenir que de facteurs externes venant entraver le libre jeu de marchés supposés autorégulateurs. La crise ne peut être qu'un phénomène conjoncturel, sans relation avec la structure et le mode de fonctionnement du capitalisme. (Cette « image négative » de la crise, ce « vide qui ne donne lieu à aucune construction propre » [5], est à souligner quand on sait l'importance historique et le caractère quasi périodique des crises classiques...) D'où la condamnation par les économistes néoclassiques des dysfonctionnements de certains marchés ainsi que de la plupart des interventions publiques. C'est ainsi que les

politiques salariales et le rôle des organisations syndicales sont considérés par ces économistes comme des entraves au libre jeu du marché du travail. Pour eux, en effet, toute situation de sous-emploi (chômage) devrait « normalement » se traduire par une baisse du taux de salaire, seul processus considéré comme susceptible de rétablir le plein emploi. Cette attitude développée par les économistes libéraux se réclamant de ce courant (Lionel Robbins, Jacques Rueff) lors de la grande crise des années 1930 (et de nouveau actuellement) sera vivement condamnée par Keynes. Celui-ci montrera alors que, dans une société où le salariat est de plus en plus répandu, une telle position oublie que les salariés sont aussi des consommateurs et que les prévisions sur les accroissements de consommation agissent sur les anticipations des entrepreneurs, donc sur l'investissement. Cette dernière observation nous renvoie aux travaux de certains auteurs classiques « hétérodoxes » qui, les premiers et très tôt, verront dans les crises un phénomène beaucoup plus fondamental.

Contrairement à Ricardo (dont la première édition des *Principes d'économie politique* paraît en 1817), le plus grand des économistes classiques, qui ne voit dans la crise de 1816, considérée par les historiens comme la première crise industrielle, qu'un événement conjoncturel, Sismondi (1819) puis Malthus (1820), que l'on peut considérer comme des « hétérodoxes », seront les premiers économistes à voir, dans ce nouveau type de crise, un phénomène lié à la nature du nouveau système économique dont Sismondi est sans doute, avant Marx, le premier théoricien. (Il s'agit, dès lors, selon l'expression de Lescure, de « théories organiques ».) Il faut dire que ces regards différents portés sur un même phénomène peuvent largement s'expliquer par le fait que ces auteurs ne se situent pas du même « côté ». Ricardo, qui a épousé les intérêts des industriels qu'il défend au Parlement anglais, ne peut voir les faiblesses d'un système que critiquent au contraire Malthus, qui s'est placé aux côtés des propriétaires fonciers, et Sismondi, l'un des premiers grands réformateurs du XIX^e siècle.

L'argument essentiel de Ricardo est la « loi des débouchés » de l'économiste français Jean-Baptiste Say (1803) selon laquelle les produits s'échangeraient contre des produits, la production créant elle-même sa propre demande, toute production étant consommation et toute consommation production « puisque la valeur produite correspond à la valeur des revenus distribués,

donc à celle des emplois de ces revenus ». C'est cette « loi » que critiquent radicalement Malthus et Sismondi — après certains précurseurs, en particulier lord Lauderdale (1804) — pour qui, au contraire, la production, croissant avec l'accumulation du capital, ne crée pas d'elle-même, automatiquement, sa propre demande. En effet, pour se voir écoulee, elle doit rencontrer une « *demande effective* » (concept repris beaucoup plus tard par Keynes et dont Malthus est le premier théoricien), c'est-à-dire une demande émanant de ceux qui ont à la fois « les moyens et la volonté d'en donner un prix suffisant ».

Or les producteurs, c'est-à-dire les travailleurs, dont les salaires ne représentent qu'une part de la valeur produite par eux, ne peuvent acquérir la production additionnelle : l'ouvrier a la capacité physique de consommer, mais il n'en a pas les moyens, c'est la « sous-consommation » ouvrière. (Et cela demeure même si le taux de salaire tend à s'élever au cours de l'expansion, car ce qui est à prendre en compte c'est la part des salaires dans le produit total.) D'autre part, au contraire, les entrepreneurs capitalistes, disposant de revenus qu'ils n'ont pas la capacité physique de consommer, épargnent une partie du surplus qu'ils prélèvent : il peut y avoir *excès d'épargne* (c'est la « sous-consommation » du capitaliste). Autrement dit, « le pouvoir de consommer ne s'accroît pas nécessairement avec le pouvoir de produire » (Sismondi). Et cela vient du mode de répartition du revenu entre les classes sociales qui tend à la « sous-consommation », alors même que la production s'élève sous l'effet de l'investissement. Ce thème sera repris par l'économiste anglais John Atkinson Hobson (1889 et 1895).

Même si ces auteurs ne posent pas assez clairement le problème de l'*investissement* qui correspond à l'usage productif d'une fraction du surplus économique (à distinguer nettement d'une épargne stérile) et, plus généralement, ne recherchent pas les *conditions* de l'équilibre, ils ont eu l'immense mérite de soulever une question essentielle : celle du caractère aléatoire de l'équilibre dans un système économique dynamique en croissance doté d'un mode de répartition du revenu qui n'est coordonné ni avec l'accroissement de la production ni avec la composition de celle-ci. Telle est la base de la théorie des crises qui sera approfondie par la suite.

1. De l'analyse des crises périodiques comme crises de surproduction à l'étude du cycle classique

La naissance de la théorie : de Sismondi à Marx

Prolongeant les travaux de Sismondi, Marx sera le premier auteur à produire une théorie largement élaborée du capitalisme productif, considéré non plus comme l'économie en général, mais comme système économique ou « mode de production » particulier, historiquement daté, qu'il spécifie :

- par la nature de ses deux classes fondamentales et des rapports qui les relient ;
- par le « niveau de développement » des forces productives, donc des techniques qu'il met en œuvre ¹.

Pour lui, et contrairement aux économistes classiques qui croyaient établir des lois économiques générales, les lois de ce type particulier d'organisation de la production et des échanges lui sont donc *spécifiques*, de même que lui est propre le type de crise qu'il connaît et dont il esquisse une *théorie*.

Pour Marx, la crise est rendue *possible* par le fait qu'une économie capitaliste est une économie d'échange généralisée dans laquelle production et consommation sont devenues deux opérations disjointes. Les biens n'étant pas produits en vue de la consommation des producteurs, mais pour être vendus, ce qui fait intervenir la monnaie, des désajustements deviennent possibles. Et ceux-ci le sont d'autant plus que la production pour la vente doit se faire avec un profit suffisant et selon un rythme assez rapide pour que le capital investi dans la production se trouve valorisé.

Mais ce qui fait que, sur cette trame générale, les crises apparaissent « nécessairement », et avec une certaine régularité, c'est que, selon la logique même de l'accumulation du capital, l'investissement est réalisé, au niveau de chaque entreprise capitaliste individuelle, dans les branches d'activité qui apparaissent, dans la conjoncture immédiate, susceptibles de rapporter les

1. Sur la critique de cette notion de « niveau » de développement des forces productives considérées indépendamment de leur *contenu* concret (et du rôle que Marx fait jouer à ce niveau de développement dans le « matérialisme historique »), voir B. ROSIER, « Le développement économique : processus univoque ou produit spécifique d'un système économique ? » *Économies et sociétés*, Cahiers de l'ISMEA, série F, n° 29, 1982.

taux de profit les plus élevés sans que, pour autant, une *demande effective* soit assurée pour les marchandises produites. Il n'y a pas, en effet, de coordination *a priori* des décisions d'investir, pas de régulation autre qu'*a posteriori*, mais souvent trop tard, sur le marché qui sanctionne les erreurs de prévision. C'est là, pour Marx, l'effet d'une contradiction du système économique entre le caractère *social* de la production et le caractère *privé* de la propriété des moyens de production et des décisions économiques. Car, pour Marx, comme pour Malthus et Sismondi, la « loi des débouchés » est un mythe ; la réalité est que producteurs et consommateurs sont bien distincts, la majorité des producteurs (les ouvriers) ne pouvant acquérir l'équivalent de ce qu'ils produisent et devant, au contraire, fournir un surplus ou *plus-value* aux capitalistes qui les emploient.

Ce premier facteur va se traduire par des *disproportions* de la production par rapport à la demande effective. Or Marx est le premier auteur à avoir établi de façon précise les *conditions de l'équilibre* en dynamique dans ses célèbres « schémas de la reproduction élargie » qui montrent, sur la base d'une analyse en deux « sections » productives distinguant moyens de production (section I) et moyens de consommation (section II), la nécessité de proportions strictes entre l'expansion des différents secteurs de l'économie, et par conséquent entre l'investissement et la valeur de la production totale (conditions théoriques qui ne peuvent concrètement être réalisées pour les raisons déjà indiquées).

Cet effet va se trouver renforcé par le phénomène de *sous-consommation* ouvrière (déjà analysé par certains classiques et repris plus tard par l'économiste britannique Hobson en 1889), puisque, du fait de la nature du système économique, l'entrepreneur, cherchant à maximiser son profit, va faire constamment pression sur les salaires qui, pour lui, sont un coût mais qui, d'un autre côté, sont à considérer comme un élément (qui deviendra de plus en plus important dans l'histoire du capitalisme à mesure que le salariat s'étendra) de la demande effective. Il y a là une contradiction qui, renforçant l'effet du précédent facteur, va tendre à produire des situations de *surproduction*, non pas par rapport aux besoins les plus urgents d'une grande partie de la société (ce n'est pas dans la logique de l'accumulation capitaliste de les satisfaire), mais par rapport à la

demande effective, c'est-à-dire *solvable* et qui se *réalise effectivement*.

Dès lors que, dans une ou plusieurs branches d'activité, la surproduction apparaît, le taux de profit fléchit sous l'effet de la baisse des prix effectivement praticables. Cela peut suffire à enrayer les désajustements en dirigeant les capitaux à investir vers d'autres activités ; c'est le rôle *régulateur* du taux de profit (déjà vu par Ricardo). Mais cela peut également se révéler insuffisant dès lors que les désajustements sont trop importants, que l'information est imparfaite et que les capitaux ne sont pas suffisamment mobiles.

Pour Marx, ce phénomène se trouve renforcé par l'effet de la « loi de la baisse tendancielle du taux du profit » — aujourd'hui très controversée [5] — qu'il établit (pour un taux d'exploitation donné) comme conséquence du fait que l'accumulation se déroule de façon de plus en plus capitaliste, c'est-à-dire avec une proportion croissante en valeur de capital technique (machines, biens d'équipement...) par rapport à la force de travail employée, seule source de la valeur.

Suscitée et sans cesse stimulée par la concurrence effrénée des entreprises capitalistes, l'accumulation du capital, génératrice de l'expansion, en vient par conséquent à créer les conditions d'une surcapacité de production par rapport à la demande effective. « Il arrive un moment, écrit Marx, où le marché semble trop étroit pour la production », ce qui signifie que le capital ne peut plus se trouver valorisé par un taux de profit suffisant. Là est la cause immédiate des crises, même si leur cause profonde est à rechercher dans la structure même du système économique et dans ses *contradictions*. Et c'est parce que le capital ne trouve plus à se valoriser qu'il y a *suraccumulation du capital*, c'est-à-dire excès d'accumulation par rapport à la plus-value qu'il est devenu possible d'extraire. La crise est inévitable. Avec la chute des prix et du taux de profit, vient celle de la production et de l'emploi, donc du pouvoir d'achat : la dépression engendre la dépression par le jeu d'un véritable processus cumulatif.

Même si ses travaux demeurent inachevés, Marx apporte, du point de vue de la méthode, deux éléments importants : — la confirmation des premières intuitions de Malthus et de Sismondi : la crise classique (*juglar*) est analysée comme un phénomène *structurel* et non pas seulement conjoncturel ;

— la crise saisie (après le taux de profit) comme jouant le rôle de *régulateur* de second rang dans la dynamique du système économique considérée dans la période longue, comme « solution momentanée et violente des contradictions existantes, éruption violente qui rétablit pour un moment l'équilibre troublé ».

Car, de la crise, va naître la *reprise* et Marx, là encore, esquisse l'analyse du processus. Pour lui, en effet, la dépression, née de la crise, entraîne la « *dévalorisation* » (perte de valeur) d'une large partie du capital productif dans la mesure où celui-ci n'est plus capable de fournir suffisamment de profit. Mais cela a finalement à terme trois conséquences importantes :

— la concentration industrielle, les entreprises les moins touchées pouvant racheter à vil prix les firmes naufragées et trouver ainsi des conditions plus favorables de « résistance » ;

— dans le même temps, une réduction du taux de salaire permise par la dépression qui suit la crise en l'absence d'organisations syndicales (ce qui était le cas au temps où Marx écrit), donc une élévation du surplus mobilisable par les entreprises demeurées actives ;

— la reconstitution, sous l'effet des deux phénomènes précédents, d'un taux de profit suffisant (puisque le rapport qui exprime le taux de profit — entre valeur du surplus et valeur du capital engagé — voit son numérateur s'élever tandis que son dénominateur diminue).

Dans la mesure où la crise se trouve inscrite dans un schéma explicatif de la dynamique et des fluctuations économiques avec un rôle spécifique, *le concept de crise est ainsi véritablement construit*. S'appuyant sur les premières interprétations des faits, cette construction va à son tour renforcer la capacité d'observation.

Le développement de la théorie :

surcapitalisation et mouvement des coûts :

Tugan-Baranovski, Aftalion, Lescure, Wicksell

Ainsi esquissée par certains auteurs classiques, puis par Marx, la théorie des crises va connaître de nombreux développements à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. (Schumpeter considère d'ailleurs que les idées et les faits essentiels concernant l'analyse du cycle ont émergé avant 1914.)

Chaque auteur ou groupe d'auteurs concerné va chercher à expliquer les crises et les fluctuations — donc à théoriser — sur la base très généralement d'un facteur explicatif (souvent pertinent mais non suffisant) inscrit dans un ensemble théorique spécifique souvent faiblement rattaché au schéma analytique des grandes écoles de pensée. Il sera, par conséquent, possible de prendre en considération certains de ces facteurs pour tenter de les intégrer à une analyse plus large. Outre les thèses concernant la sous-consommation ouvrière (Hobson), trois principaux thèmes peuvent être repérés.

• *La question de l'épargne et du crédit.* — Un auteur important de cette période est l'économiste russe *Tugan-Baranovski* qui publie en 1894 un ouvrage sur les *Crises industrielles en Angleterre*. Son principal intérêt est de souligner la complexité des conditions de l'équilibre et, surtout, l'importance cruciale du rôle de la production des moyens de production dans le déroulement du cycle. Il n'y aurait pas, pour lui, tendance à l'excès d'épargne de la part des capitalistes comme le pensaient certains classiques, mais insuffisance de celle-ci compte tenu du niveau de l'investissement. Autrement dit, le système économique serait incapable d'ajuster le flux d'épargne aux besoins de l'accumulation, besoins croissants au cours de la période d'expansion. Car, pour lui, c'est le montant du « *capital empruntable disponible* » accumulé pendant la dépression qui va limiter la poursuite de l'investissement dans l'expansion (alors « la consommation du capital est plus rapide que sa formation », d'où une « surcapitalisation » par rapport à l'épargne). Ce thème de la *capacité d'épargne* est certes central dans toute problématique d'accumulation du capital. Mais le type d'approche de Tugan-Baranovski suppose trop distincts le processus de la formation de l'épargne et celui de l'investissement (que l'on songe à l'autofinancement). Sur ce plan, Keynes ouvrira des perspectives analytiques nouvelles.

Tandis que ce schéma sera repris par certains auteurs ¹, d'autres économistes l'ont complété en introduisant le rôle du crédit bancaire, examinant ainsi le phénomène des cycles sous l'angle *monétaire* ². Dans la mesure où les entreprises qui

1. Spiethoff, 1906 ; Cassel, 1918 ; Hayek, 1928.

2. Fisher, 1912 ; von Mises, 1912 ; Hawtrey, 1913 ; Robertson, 1926.

investissent ont recours à la monnaie de *crédit* fournie par le système bancaire (et susceptible de relayer l'épargne), celle-ci peut venir à se dérober. En système d'étalon-or, en particulier, le système bancaire peut, en effet, être conduit à juger excessive l'expansion du crédit et à la freiner (par rationnement ou élévation de son coût) dès lors que cette expansion devient insuffisamment gagée et qu'apparaît un « abus de crédit ». L'élévation du taux de l'intérêt comprime le taux de profit, ce qui peut stopper le processus d'expansion.

Keynes viendra bouleverser ce type d'analyse en montrant le rôle premier de l'investissement, le rôle second de l'épargne : par son « effet multiplicateur » de revenu, tout accroissement de l'investissement tend, en effet, *sous certaines conditions*, à créer en fin de période un montant égal d'épargne *induite* (sur le revenu distribué par le biais de cette dépense d'investissement).

• *La question de l'ajustement des capacités productives.*
— C'est par un autre angle d'analyse — complémentaire et proche de celui de Marx — que l'économiste français *Albert Aftalion* aborde, entre 1908 et 1913, la question de la « surcapitalisation ». En période d'expansion, l'investissement net, accroissement des capacités productives, est, pour lui, suscité par l'élévation de la demande finale. Par suite des hauts profits de l'essor, les commandes de ces biens croissent alors vivement. Mais, leur fabrication demandant du temps, ce *délai* (ou « retard d'investissement ») interdit un ajustement correct des capacités productives (*lag theory*). Il tend donc à susciter une situation de *surcapacité par rapport à la demande finale*. La crise va donc surgir par surproduction. Autrement dit, la création des capacités productives ne pourrait, dans une économie d'entreprises privées non coordonnées, se trouver proportionnée à l'évolution de la demande. Elle est, au contraire, *décalée*.

De cette observation est né le *principe dit d'« accélération »* (d'A. Aftalion, 1909, et de John Maurice Clark, 1917) qui constitue la première *fonction d'investissement*, c'est-à-dire la première relation formalisée dans l'histoire de la théorie économique entre l'investissement et la production. Ce « principe » très simplificateur (qui suppose notamment le plein emploi du capital et son amortissement linéaire) part du fait que la demande de biens d'investissement de la part des entrepreneurs serait fonction de la seule demande de produits finals : elle serait

une demande dérivée, *induite* par cette demande finale. Dès lors, si l'investissement est proportionnel à la variation de la demande, la variation de l'investissement d'une période sur l'autre est elle-même proportionnelle à la variation du rythme de cette demande. Cela se traduit par une action fortement *amplificatrice* de l'élévation de la demande de biens de consommation sur celle de biens d'équipement compte tenu de la *durée* de ces derniers. Cette action conduirait (d'une autre façon que celle décrite précédemment) au « surinvestissement » et donc au phénomène de surcapitalisation à mesure que l'expansion progresse (puis, au contraire, au recul brutal de l'investissement dans la dépression). De fait, les fluctuations de la production sont toujours plus importantes dans les industries de biens d'équipement.

• *La question de l'élévation des coûts dans l'expansion.*
— Quant à l'économiste français Jean Lescure [20], il souligne le rôle de l'élévation des coûts au long de l'expansion et son effet négatif sur l'évolution du taux de profit anticipé (qui « se trouve comme pris dans un étau »). Ainsi, au terme d'une période d'essor, les coûts d'établissement et les prix de revient s'élèveraient davantage que les prix de vente, ce qui ne permettrait plus aux entrepreneurs d'espérer un taux de profit suffisant de leurs nouvelles entreprises. Cela viendrait, pour Lescure, de la hausse — nettement supérieure à celle des autres secteurs — des prix des matières de base minérales et métallurgiques qui connaissent une demande croissante exceptionnellement intense au cours de l'expansion, de la hausse des taux de l'intérêt (plus rapide que celle des marchandises) sous l'effet de la tension sur le marché financier (pour lui, l'épargne ne paraît insuffisante que parce que le taux d'intérêt s'élève) et de l'élévation du taux de salaire jointe au fléchissement du rendement de la main-d'œuvre à mesure que l'expansion conduit à une situation voisine du plein emploi.

Pour Lescure, l'élévation des prix de vente ne suffit pas, à la fin de la période d'essor, à compenser l'élévation des coûts, si bien que la baisse des profits précède celle des prix et annonce la crise. Il y a là, pour Lescure lui-même, un facteur explicatif qui complète l'analyse de la surproduction par rapport à la demande effective (elle se généralise à partir des secteurs clés)

en introduisant des éléments complémentaires importants pour saisir l'évolution de la conjoncture dans sa complexité.

Qu'on l'aborde sous l'angle de la tendance à la « surcapitalisation », à l'apparition de désajustement des capacités productives ou à l'élévation des coûts, l'analyse de l'accumulation au cours de la période d'expansion débouche ainsi de diverses façons complémentaires sur *le problème central : la menace qui pèse à terme sur le taux de profit, moteur de l'accumulation*.

Déjà l'économiste « néoclassique » suédois *Knut Wicksell* (1898) soulignait la nécessité, pour susciter l'expansion, d'un écart positif entre le taux de rendement attendu du capital nouvellement créé (« taux naturel d'intérêt » ou taux de profit moyen) et le taux monétaire ou taux courant de l'intérêt (celui pratiqué par les banques). De cet écart naît un « *processus cumulatif* » d'expansion et d'élévation du revenu distribué, accompagné d'inflation. Mais cet écart va se réduire sous l'influence de l'élévation du taux de l'intérêt (due à la pression sur la demande de prêts) et des limites des capacités bancaires, et créer finalement une situation de surinvestissement conduisant à la crise. Les analyses précédentes rejoignent ainsi, *de fait*, le thème central de Marx en enrichissant la compréhension du processus.

Les apports originaux des grands théoriciens des années 1930 : Keynes et Schumpeter

On retrouve ce thème avec les travaux de lord Keynes (*Traité de la monnaie*, 1930 ; *Théorie générale*, 1936) dont l'influence a été considérable. Pour ce qui concerne le cycle, Keynes — s'inspirant de Wicksell — voit, en effet, comme cause essentielle la variation cyclique du taux de rentabilité *anticipée* du capital le plus productif, qu'il représente par ce qu'il appelle l'« efficacité marginale du capital ». Car les anticipations — qui jouent un rôle central dans les analyses de Keynes — reposent sur des bases fragiles. S'agissant du taux de profit, elles sont génératrices à terme, pendant la phase d'expansion du cycle, d'une situation de *surinvestissement*. En effet, même si l'efficacité marginale du capital diminue nécessairement avec l'expansion, les anticipations sont excessives *par rapport* à l'élévation du coût du capital et du taux de l'intérêt (Keynes parle d'« un état fallacieux de la prévision ») : le surinvestissement est donc *relatif*. Et cette situation débouche sur un retournement des

anticipations — une chute soudaine de l'efficacité marginale du capital —, qui conduit à la crise par cessation d'incitation à investir. La crise naît ainsi de l'effondrement de l'*écart* entre rendement escompté du capital et taux de l'intérêt. Celui-ci, pour Keynes, ne dépend pas de la demande d'épargne, mais de l'offre de crédit ; phénomène purement monétaire, il peut devenir une variable de la politique économique. Alors qu'il devrait, par conséquent, être abaissé, il va au contraire s'élever. Keynes met ainsi en cause la capacité des entrepreneurs à gérer l'investissement sans produire de crise. De son analyse, il va déduire des propositions originales pour une politique de sortie de crise (question particulièrement cruciale dans les années 1930) principalement fondée sur un faible coût du crédit et sur l'utilisation de l'investissement public pour relancer l'économie.

L'économiste polonais *Mickal Kalecki* développera, dès 1937, l'analyse de Keynes, en centrant son approche sur le thème des anticipations, en particulier de celles qui gouvernent les décisions d'investissement des entrepreneurs. Mais si l'investissement est le déterminant du niveau d'activité économique, il est également déterminé dans son volume par le niveau de l'activité actuelle et par la *variation* de celui-ci par rapport aux périodes antérieures, ce qui introduit ici la notion de *délai*, de décalage. Ainsi, l'investissement peut être entraîné par des anticipations excessivement « optimistes » (car fondées sur une conjoncture passée), et « la tragédie de l'investissement, c'est qu'il conduit à la crise avant qu'il ait pu produire ses pleins effets ». Kalecki met ainsi en cause le capitalisme, la capacité de production devenant trop importante pour maintenir le taux de profit. La prise en compte de ce type de délai sur une base simple (par exemple, en écrivant que le niveau de l'investissement à la période t est fonction de l'évolution du niveau de la consommation entre les périodes t et $t-1$) a permis à certains auteurs, en particulier Paul A. Samuelson (1939) et John Hicks (1956), de construire des modèles schématiques baptisés « oscillateurs », qui peuvent donner une représentation cyclique de l'évolution du produit national.

Une approche différente mais complémentaire est celle du grand théoricien des cycles et plus généralement de l'évolution économique, l'économiste américain d'origine autrichienne *Joseph Schumpeter* (*Business Cycle*, 1939). Son analyse est, en effet, centrée sur l'investissement (auquel, comme Keynes, il

donne le pas sur l'épargne) et sur le processus de l'*innovation*, essentiellement de l'innovation technique, qu'il distingue nettement de la découverte : l'innovation correspondant à la mise en œuvre effective, opérationnelle, d'une découverte, qui peut survenir longtemps après elle. Pour Schumpeter, c'est l'innovation qui, par l'intervention de l'entrepreneur et de l'*investissement*, fait sortir l'économie du « circuit » que serait une simple répétition de période en période et l'engage dans le processus de l'« évolution économique » (titre de la première édition de son livre de 1912). Les innovations surviennent par grappes et se généralisent par un effet de diffusion à partir des entrepreneurs les plus dynamiques qui ont largement recours au crédit pour rompre avec le circuit, jouant ainsi un rôle clé. La mise en œuvre et la diffusion de l'innovation génératrice de *profit* correspondent à la période de l'expansion. Mais la généralisation étant faite, le *boom* des investissements innovants s'achève et, avec lui, les perspectives de profit se détériorent. La crise puis la dépression vont alors survenir. Schumpeter exprimera d'ailleurs son scepticisme quant aux capacités du capitalisme à survivre longtemps par suite d'une bureaucratisation du processus d'innovation, entraînant la disparition progressive du profit, dans *Capitalisme, socialisme et démocratie* (1942).

La reprise s'effectuera sous l'effet de l'abondance des capitaux prêts à s'investir et de la chute du taux d'intérêt. Il est certainement important de lier investissement et innovation (question non abordée par les keynésiens), plus encore, on le verra, à propos des mouvements longs de l'économie. Mais, à notre sens, il n'est pas satisfaisant de considérer les innovations, donc le « progrès technique », comme un processus autonome.

Tentative de synthèse et introduction d'une dimension « oubliée » : l'effet des rapports sociaux

En définitive, c'est bien au cœur du processus de l'accumulation du capital que nous renvoient les différents auteurs qui mettent l'accent sur des aspects assez généralement complémentaires de fait, sinon d'intention, et sur les *contradictions* de ce processus. Au centre, en effet, il y a l'investissement et son mobile : la recherche d'un taux de profit maximal sur la base d'anticipations qui ne peuvent être rationnelles dans un système d'entreprises non coordonnées, imparfaitement informées, en

situation concurrentielle. Stimulé en période expansive par la concurrence, par de fortes anticipations de profit (Keynes, Kalecki) liées en particulier à la mise en œuvre d'innovations (Schumpeter), amplifiées par le phénomène de l'accélération (Aftalion), par l'effet du décalage (Kalecki) et par les tendances inflationnistes, le processus d'accumulation s'autoentretient et suscite un processus spéculatif qui va tendre à s'autonomiser et à créer une situation de surspéculation. Mais il ne peut déboucher (par surinvestissement) que sur une situation de surcapitalisation par rapport à la demande (Aftalion) et, par conséquent, de suraccumulation du capital par rapport aux possibilités de valorisation de celui-ci (Marx). Cela vient de la non-adéquation entre les capacités de production mises en place et la demande effective, d'où une tendance à la surproduction (Marx, Aftalion), jointe à l'élévation des coûts et en particulier du taux de l'intérêt (Wicksell, Lescure, Keynes) et à la réduction brutale du crédit (Fisher, Hawtrey) dans une ambiance de fort endettement.

La crise devient inévitable dès lors que le taux de profit commence à fléchir et nourrit, de ce fait, des anticipations pessimistes (Keynes). Celles-ci vont très généralement se traduire par un arrêt brutal de la spéculation, une crise financière qui souvent annonce et amplifie la crise économique. L'investissement chute brutalement et, avec lui, la production et l'emploi. La dépression qui suit va fournir, avec la dévalorisation du capital (Marx), avec la chute du taux de l'intérêt (Schumpeter), et du taux de salaire (Marx), les bases d'une reconstitution des taux de profit et, avec elle, des capitaux prêts à s'investir de nouveau.

Les analyses qui précèdent se situent dans le champ de l'économie au sens classique du terme. Si elles mettent pertinemment en évidence le rôle central du taux de profit et de son évolution, elles oublient que le niveau de celui-ci dépend d'abord de la possibilité d'« extraire » des travailleurs un taux plus ou moins élevé de surplus économique (taux d'exploitation). (Même Marx, qui en a pourtant fait la première théorie, lorsqu'il étudie l'évolution du taux de profit au cours de l'expansion, ne procède pas à ce type d'analyse.) Or nous avons montré [12] qu'au cours de la période d'essor le taux de profit réalisable évolue (aussi) sous l'effet de l'évolution des rapports de forces entre les classes sociales. C'est qu'en effet le produit ajouté en moyenne par un travailleur-semaine commence par s'élever fortement, puis se stabilise et commence à diminuer.

Cela vient de ce que, en début de période d'expansion, le nombre d'heures travaillées par semaine augmente (réduction du chômage partiel et total), ainsi que la productivité et l'intensité du travail ; tandis que, dès lors que l'on arrive à une situation proche du plein emploi, les travailleurs se trouvent en position plus favorable vis-à-vis de leurs employeurs et peuvent voir aboutir une partie de leurs revendications (ce qui explique certains résultats de Lescure). Or celles-ci portent surtout sur la durée et sur l'intensité du travail hebdomadaire dont la réduction, à taux de salaire constant, voire croissant, pèse à la fois sur la productivité apparente du travail et sur les coûts de la production, donc sur le taux d'exploitation (point partiellement vu par Lescure sous une autre optique) et par conséquent sur le taux de profit (effet de ciseaux). La dépression qui suit la crise va, dans un contexte de montée du chômage, renverser le rapport de forces au bénéfice des entrepreneurs capitalistes, leur permettant de relever le taux d'exploitation, donc de rétablir progressivement le taux de profit.

2. Les premiers travaux sur les mouvements longs ¹

Les tout premiers observateurs et analystes des mouvements longs mettent immédiatement l'accent sur des facteurs explicatifs d'un grand intérêt. Nous pensons en particulier à Wicksell, Lescure et Van Gelderen qui, les premiers semble-t-il, voient la phase d'expansion longue comme fondée sur un puissant élargissement de la production lié au développement de nouvelles branches d'activité.

C'est ainsi que, dès 1912, Lescure ² — liant déjà mouvement des prix et évolution de la production — met en lumière le fait que la période longue d'expansion inflationniste 1850-1873 repose sur la construction rapide et intense du réseau ferroviaire en Angleterre, en France, en Allemagne, laquelle stimule fortement les industries minières et métallurgiques (effets d'entraînement), ce qui, accroissant la demande de main-d'œuvre et de capital, pousse les salaires et le taux d'intérêt à la

1. Cette section s'inspire de [12], chapitre IV.

2. *Hausses et baisses des prix de longue durée*, Paris, Domat-Montchrestien, 1933.

hausse. Au contraire, le même auteur met en évidence le fait que, vers 1873, les lignes de chemin de fer les plus productives étant achevées en France et en Angleterre, on doit ralentir la construction des voies ferrées. Ainsi, tandis qu'entre 1850 et 1873 on outille donc de toutes pièces un réseau ferré nouveau, à partir de 1873, on se contente d'entretenir un réseau déjà créé, l'offre ayant tendance à précéder la demande, les prix fléchissent. Puis, Lescure rattache le redémarrage de la fin du XIX^e siècle aux activités nouvelles des industries électriques et automobiles et aux industries liées.

Kondratiev, s'appuyant sur l'analyse d'importants matériaux statistiques concernant plusieurs pays industrialisés, met en évidence — on l'a vu —, après Lescure, la concordance des mouvements longs des prix et de la production. S'inspirant des travaux de Marx sur le cycle classique, il va rechercher les causes des mouvements longs dans les structures mêmes du système capitaliste par un processus *endogène*. Il croit les trouver dans l'existence de longues ondes qui affecteraient les grands investissements de base comme le chemin de fer (théorie dite du cycle de réinvestissement). En cela, il rejoint assez largement Lescure, et souligne ainsi un phénomène important. Mais, pour lui, le retournement de la conjoncture longue viendrait moins d'un épuisement des capacités de rentabilité de ces investissements que de l'insuffisance et du coût trop élevé de l'épargne susceptible de s'investir, celle-ci recommençant à s'accumuler dans la dépression longue. Kondratiev transfère ainsi au cycle long l'analyse de son maître Tugan-Baranovski pour le cycle classique. Mais, si le facteur qu'il avance peut, dans certains cas, jouer un rôle (mineur) au niveau de cycles relativement courts, on en perçoit difficilement la transposition à de longues périodes de temps (comment une masse d'épargne pourrait-elle demeurer si longtemps inemployée ?).

Au cours de la même période, *Léon Trotski*, l'un des principaux chefs de la révolution d'Octobre, considère que, si le cycle classique s'explique par la structure et la dynamique du système capitaliste, les ondes longues seraient déterminées par des facteurs *exogènes* variables selon les cas : conquêtes coloniales, découvertes de nouvelles ressources, révolutions, guerres... Alors que, pour Kondratiev, ces événements s'intègrent dans le processus général de la dynamique économique et sociale.

Cette thèse de Trotski — bien peu « marxienne » — deviendra la théorie « officielle » des économistes soviétiques et ouvrira une longue controverse. La théorie de Kondratiev montrant que le capitalisme *pouvait* (il n'y a pas de nécessité de la reprise, donc pas de mécanicisme dans ses analyses), tel le phénix, renaître de ses cendres à partir de ses propres forces *devait* être condamnée comme hérétique. Elle le fut. Et Kondratiev (accusé d'être le « chef d'un parti paysan contre-révolutionnaire » imaginaire), qui était l'un des plus brillants économistes de sa génération, fut destitué, arrêté et condamné en 1930 au début de la grande vague des procès staliniens¹.

De ces premiers travaux, émerge un *premier grand thème explicatif* qui sera repris, développé et théorisé par J. A. Schumpeter. Celui-ci, en effet, ne se contente pas de constater, comme le firent avant lui Lescure et Kondratiev, la concomitance existant effectivement entre phases longues d'expansion et mise en œuvre de *vagues massives d'innovations* (machine à vapeur pour le premier « Kondratiev », chemin de fer pour le second, moteur à explosion et électricité pour le troisième), mais il met celles-ci au centre de sa théorie explicative. Pour lui, ce sont en effet ces vagues d'innovations mises au point durant la phase dépressive et rapidement diffusées à partir des entreprises innovatrices qui provoquent l'expansion longue. (Ces entreprises trouvent, en effet, à la fin de la phase B d'abondants capitaux prêts à s'investir et bénéficient de taux d'intérêt réduits.)

Il n'en reste pas moins que la théorie schumpétérienne, pour importante qu'elle soit (et l'on verra le renouveau actuel des thèses « néo-schumpétériennes »), demeure insuffisante dans la mesure où le problème n'est que déplacé. Car la question centrale demeure : celle d'expliquer ces grandes pulsions technologiques, autrement dit de savoir comment et sous quelles influences se trouve *produit* le « progrès technique ». Et, par conséquent, il n'y a pas à proprement parler, chez Schumpeter, de théorie de l'innovation, c'est-à-dire d'explication du *processus* de l'innovation. Sauf à croire qu'il s'agirait d'un processus autonome, on peut se demander s'il ne s'agit pas davantage d'une conséquence que d'une cause...

1. Voir B. ROSIER, P. DOCKÈS, « La crise contemporaine réactualise l'œuvre de N. D. Kondratiev éliminé par Staline il y a cinquante ans », *Économie et humanisme*, n° 280, novembre-décembre 1984.

Beaucoup plus tard, l'économiste *Ernest Mandel* (1976, 1980), disciple de Trotski, bien qu'il désigne comme facteur essentiel le mouvement de long terme du taux de profit, appuie également son analyse sur la correspondance observée entre expansion longue et mise en œuvre de révolutions technologiques. Chacune de celles-ci est, pour lui, centrée sur un nouveau type spécifique de *systèmes de machines* lié à une forme particulière d'organisation du travail ; il introduit ainsi le jeu des rapports sociaux.

Parmi les premières tentatives d'explication des mouvements longs, à côté des plus notables que nous venons d'évoquer, certaines ont avancé le rôle de l'*élargissement du marché mondial* soit par l'entrée de grands pays comme les États-Unis, l'Allemagne et le Canada dans l'ère du grand capitalisme, soit par les *conquêtes coloniales* principalement motivées par la recherche de matières premières ou de débouchés pour les industries des pays les plus « développés ». Effectivement, les principales expéditions coloniales se situent à la fin des périodes de dépression et en début des périodes d'expansion longue. Même si la liaison n'est pas stricte et ne peut à elle seule rendre compte du mouvement long, elle est à prendre en compte.

Enfin, nombre d'auteurs, dont le plus connu est l'économiste suédois Gustav Cassel (1918), ont recherché un facteur explicatif au niveau des *phénomènes monétaires*. Ils s'appuient pour cela sur la « théorie quantitative de la monnaie » selon laquelle, si la masse monétaire augmente plus vite que la production, les prix tendent nécessairement à s'élever, ce qui par ailleurs stimule la production. Dans le cadre du système de l'« étalon-or » — dans lequel la masse monétaire en circulation est liée au stock d'or détenu par les banques —, système qui régnait au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, un certain synchronisme, peu strict, a été effectivement mis en évidence entre les cycles longs et les variations du stock d'or. *Mais*, et ceci a été souligné par Kondratiev lui-même, on ne peut pas considérer la production d'or comme un facteur indépendant dans la mesure où la recherche de l'or est fortement suscitée par l'intensité plus ou moins élevée de l'activité économique et par le mouvement des prix. Différents travaux statistiques tendent à montrer qu'effectivement la production d'or ne peut pas être considérée comme cause première, mais seulement comme cause adjuvante de l'impulsion des phases d'expansion.

Depuis la Première Guerre mondiale, l'or n'exerce plus d'influence sur le mouvement long. Quant à la monnaie non métallique, elle fait l'objet de *politiques monétaires* qui, liées à d'autres interventions de la puissance publique, jouent depuis les années 1930 un rôle important de régulation conjoncturelle.

Pour intéressantes qu'elles puissent être, les premières interprétations des « cycles longs » ne peuvent pas, en définitive, être considérées comme satisfaisantes. Elles ne peuvent l'être par nature, à notre sens, dans la mesure où elles mettent en avant un seul facteur explicatif (théories dites « monistes »). Le processus en cause dans le mouvement long est, à coup sûr, trop complexe pour pouvoir être interprété par des schémas trop simples.

